

## **Extrait du registre aux délibérations du Conseil Communal**

### **Séance du 25 février 2021**

**Présents** : MM. Bauwens Bernard, Bourgmestre - Président;  
Delépine, Desmet, Bocage, Dudant, Echevins ;  
Vincent, Desmette, Vivier, Billouez, Mory M., Bocquet, Mahieu, Debilde,  
Mory F., Bauwens Julien, Chevalier, Denayer, Verschure, Marquant,  
Conseillers ;  
Detournay, Directeur général

### **Objet : 1.713.57 Taxe sur l'enlèvement et le traitement des immondices (040/363-03)**

Le Conseil communal, en séance publique ;

Vu la Constitution, articles 41, 162 et 170 §4 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1122-30, L1124-40, L1133-1 et -2, L3131-1, §1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, L3132-1 et L3321-1 à -12 ;

Vu l'Arrêté royal du 12 avril 1999 relatif à la procédure en matière de réclamation;

Vu le Décret du 17 décembre 2020 contenant le budget des recettes de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2021, notamment les articles 17 et 18 ;

Vu la Circulaire budgétaire du 9 juillet 2020 relative à l'élaboration des budgets 2021 des communes de la Région wallonnes ;

Considérant que le ramassage des sacs poubelles et le traitement des immondices représentent une charge importante pour la commune ;

Vu le coût-vérité estimé pour 2021 des déchets ;

Vu les finances communales ;

Vu la communication du projet de règlement au Directeur financier en date du 26 janvier 2021 ;

Vu que le Directeur financier n'a pas souhaité remettre d'avis ;

Après en avoir délibéré;

**ARRETE : PAR 12 VOIX POUR ET 1 ABSTENTION (UCA) SUR 13 VOTANTS**

**Article 1<sup>er</sup>** – Il est établi pour l'exercice 2021 une taxe communale sur l'enlèvement et le traitement des immondices.

Est visé l'enlèvement et le traitement des déchets ménagers et des déchets y assimilés.

Article 2 – La taxe est due par toute personne de référence inscrite au registre de population ou au registre des étrangers ou au registre d'attente au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice d'imposition. La taxe est due solidairement par les personnes qui constituent le ménage.

Article 3 – La taxe est fixée comme suit :

- 83 € (QUATRE-VINGTS TROIS EUROS) par an par ménage d'une personne ;
- 106 € (CENT SIX EUROS) par an par ménage de deux personnes ;
- 134 € (CENT TRENTE-QUATRE EUROS) par an par ménage de trois personnes ou plus.

Article 4 – Sont exonérés de la présente taxe :

- Les personnes qui sont domiciliées au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice d'imposition dans un home pour personnes âgées.
- Les personnes qui, au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice d'imposition :
  - sont batelières et non domiciliées sur l'entité d'Antoing ;
  - ont une adresse de référence ;
  - ont une seconde résidence. Dans ce cas, l'exonération porte uniquement sur la seconde résidence.

Article 5 – Il sera accordé annuellement un nombre de sacs poubelle prépayés réparti comme suit :

- Ménage d'1 ou 2 personnes : 1 rouleau de 20 sacs ;
- Ménage de 3 personnes : 1 rouleau de 20 sacs et 1 rouleau de 10 sacs ;
- Ménage de 4 personnes et plus : 2 rouleaux de 20 sacs ;

Il sera accordé 2 rouleaux de 20 sacs supplémentaires pour les ménages dont au moins un membre :

- souffre d'incontinence chronique ;
- a subi une stomie et reçoit des soins à domicile ;
- bénéficie d'une dialyse à domicile ou est alimenté par sonde ;
- souffre d'une maladie entraînant un volume de déchets important.

La demande doit être introduite auprès du service Population chaque année à l'aide du formulaire de demande ad hoc.

Article 6 – Les intérêts de retard sont dus conformément aux articles 414 à 417 du CIR 1992.

Article 7 – En cas de non-paiement à l'échéance, un rappel sera envoyé au contribuable. Ce rappel se fera par pli recommandé dont les frais postaux seront à charge du redevable et recouverts par la contrainte conformément aux articles 17 et 18 du Décret du 17 décembre 2020 contenant le budget des recettes de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2021.

Article 8 – Les clauses relatives à l'enrôlement, au recouvrement et au contentieux sont celles des articles L 3321-1 à 3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, de l'Arrêté royal du 12 avril 1999 relatif à la procédure en matière de réclamation et de la loi programme du 20 juillet 2006.

Article 9 – La présente délibération sera transmise pour approbation au Gouvernement Wallon et publiée conformément aux articles L1133-1 et L1133-2 du CDLD.

Article 10 - La présente délibération entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> jour de la publication.

PAR LE CONSEIL :

Le Directeur général,  
(s) P. DETOURNAY

Le Président,  
(s) B. BAUWENS

Pour extrait conforme :

Le Directeur général,

Le Bourgmestre,

P. DETOURNAY

B. BAUWENS